

CTL du 13 décembre 2012

Section YVELINES

Monsieur Le Président,

Il y a quelques semaines, la Une de notre journal national représentait un cimetière militaire. Les croix blanches plantées dans un sol tapissé d'un gazon méticuleusement entretenu donnaient tout son sens au titre « A nos emplois disparus ». Ce titre lourd de sens dépassait largement les frontières de la seule DGFIP.

En effet, comment ne pas penser aux milliers de suppressions d'emplois qui s'amoncellent depuis plusieurs mois, venant alourdir les chiffres d'un chômage déjà catastrophique ? Comment ne pas penser à ces hommes et femmes, licenciés pour des motifs liés à des stratégies boursières et financières qui les dépassent ?

Comment ne pas s'insurger contre le renforcement des suppressions d'emplois dans des administrations éminemment stratégiques comme la DGFIP ?

Face à tout cela, nombreux sont nos concitoyens qui s'interrogent sur le sens de la politique gouvernementale en matière économique et sociale. Nos concitoyens, et notamment les agents de la DGFIP, s'interrogent par ailleurs de plus en plus sur le côté parfois absurde d'une vie tournée vers la compétition, la course au rendement..., et sur le sens de leur destinée professionnelle mais aussi personnelle.

Platon disait « chacun, parce qu'il pense, est seul responsable de la sagesse ou de la folie de sa vie, c'est-à-dire de sa destinée ». On perçoit dès lors l'importance qu'il y a à réfléchir à l'ordre des choses, à s'interroger sur certaines orientations et à mener les combats nécessaires pour faire bouger les lignes.

Pour Solidaires Finances Publiques, la crise est utilisée (comme jamais) comme une arme de destruction massive, que ce soit en matière d'acquis sociaux, d'emploi, de justice fiscale, de service public....

Face à certaines de ces attaques, face à l'étouffement budgétaire, les salariés et les fonctionnaires ne peuvent pas rester impassibles. Déjà, les mobilisations qui s'organisent dans de nombreux secteurs d'activité du privé comme du public, notamment à la DGFIP, démontrent l'état de désillusion et de mécontentement qui gagne le pays.

L'action du 27 novembre à la DGFIP a été pour de nombreux agents un temps fort d'expressions et de revendications. Ils expriment très clairement un mécontentement sur leur situation (conditions de travail, pouvoir d'achat...) partagent l'inquiétude sur leur avenir et celui de leurs proches (chômage, précarité, déclassement social..).

Malgré ces constats, toutes les situations dégradées les conduisent à s'occuper prioritairement d'eux et de leur entourage proche et cela ne les incite pas à s'inscrire dans une dimension collective en termes de réactions sociales. Ceci est dû tout à la fois au sentiment qu'il faut s'en sortir par soi-même ou contre les autres, qu'il faut éviter de s'exposer, que le temps manque, que l'on ne croit pas que cela puisse améliorer les choses..

Les suppressions d'emplois annoncées pour 2013 ne peuvent que les conforter dans leur analyse. Ils ne supportent plus les conditions de travail dégradées notamment par l'augmentation exponentielle des charges liée à ces suppressions d'emplois. Ils ne supportent plus de devoir brader ou abandonner leurs missions faute de temps et de moyens.

C'est pourquoi, Solidaires Finances Publiques rappelle que la DGFIP doit être en mesure d'assurer partout, de manière identique, ses missions, toutes ses missions, et ce dans le respect d'une cohérence nationale et sociale indispensable à l'égalité de traitement de nos concitoyens.

L'absence de reconnaissance tant de leur technicité que du travail fourni n'est plus supportable. La non revalorisation de la valeur du point d'indice pour 2013 est une provocation. Rappelons que celle-ci n'a pas bougé depuis juillet 2010. Vous qui gérez le budget de la direction de combien ont augmenté les charges fixes durant ces 3 ans ?

A l'évidence la résignation et la déception des agents, Monsieur le Président, sont des sentiments largement partagés, ils alimentent le repli sur soi et brident bien souvent la capacité de réaction. Le risque de voir encore progresser les thèses autoritaires, les solutions extrémistes basées sur le rejet de l'autre comme on rejette les fonctionnaires, les immigrés, les étrangers, existe réellement.

Ce diagnostic sans concession mais réaliste permet de mesurer la gravité et l'ampleur des enjeux qui alimentent bien évidemment ce sentiment d'impuissance qui pèse lourdement sur le moral des agents.

La désespérance est souvent mauvaise conseillère et c'est donc un virage à 180 degrés que nous attendons. Cela est urgent !

Enfin nous en terminerons en dénonçant le manque de considération de la direction envers les représentants des personnels que nous sommes !

Comment accepter que des points aussi importants que la mise en place des RAN ou la révision des valeurs locatives des locaux professionnels ne fassent pas l'objet d'un point réel d'ordre du jour mais soient inscrits en questions diverses. Que l'information sur cette inscription et les documents s'y rapportant ne nous soient transmis que l'avant veille de la seconde convocation de ce CTL. On se demande bien comment vous auriez fait si nous n'avions pas boycotté la première convocation ?

Cela n'est ni sérieux, ni admissible.

C'est pourquoi, par respect de la colère et/ou de la désespérance qui enflent dans les services, par respect de l'action des grévistes du 27 novembre dernier et pour dénoncer ce manque de sérieux et de considération, Solidaires Finances Publiques ne siègera pas.